

**SERVICE TECHNIQUE**

☎ 05 46 30 19 46

✉ domaine.public1@aytre.fr

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Arrêté temporaire n° 24-AT-0311  
Portant réglementation de la circulation**

**AVENUE EDMOND GRASSET**



**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**VU** la demande d'autorisation de voirie n° 24-AV-0382, formulée par COLAS TERRITOIRE OUEST Etablissement de La Rochelle / Ile de Ré - 2 Rue Volta - 17139 DOMPIERRE SUR MER

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eaux usées / assainissement rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 12/12/2024 au 13/12/2024 AVENUE EDMOND GRASSET

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

**ARTICLE 1 :**

À compter du 12/12/2024 et jusqu'au 13/12/2024, de 20h à 6h, la circulation est alternée par feux AVENUE EDMOND GRASSET - Angle RUE DU COLONEL FABIEN.

**ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, COLAS - TERRITOIRE OUEST.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aytré, le 03 décembre 2024

**Tony LOISEL**

Monsieur le Maire



**DIFFUSION:**

- COLAS - TERRITOIRE OUEST
- Monsieur le Maire - Responsable Police Municipale
- DDSP

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.